

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 88 (1947), p. 53-64

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1947__88_53_0

© Société de statistique de Paris, 1947, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VII

BIBLIOGRAPHIE

Cours d'Économie politique, 2 volumes in-8, par Bertrand NOGARO, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. Éditions Domat-Montchrestien, 1946.

M. Nogaro, dans le premier des deux volumes de son cours, commence par définir soigneusement les concepts fondamentaux qui servent de base à l'Économie politique. Nous n'insisterons pas sur cette partie du cours qui rappelle l'étude entreprise par M. Nogaro dans son livre *Principes de théorie économique. Les concepts fondamentaux et leur utilisation*. Nous avons dans ce Journal déjà rendu compte de cet ouvrage (1). Les notions ou les phénomènes concernant les biens ou services, la production, la monnaie, la valeur, l'épargne, le capital, le revenu en général, sont soigneusement définies et approfondies.

M. Nogaro fait ensuite un magistral exposé du développement de la pensée économique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. On lira avec intérêt cette analyse si claire et si complète qui donne une vue d'ensemble des diverses doctrines ayant cherché à expliquer les phénomènes économiques ou ayant tenté d'instaurer un ordre social nouveau.

M. Nogaro, après avoir étudié les rapports de l'Économie politique avec l'Histoire, fait la critique des méthodes inductives et déductives qui peuvent être employées en économie politique en se complétant heureusement, car la méthode déductive, si on en fait un usage unique, peut conduire à de graves erreurs. Il montre comment l'économiste doit se servir du raisonnement logique et quel secours il peut attendre de l'emploi des mathématiques; il fait voir ensuite comment doivent être mises en œuvre les données statistiques.

L'introduction terminée, M. Nogaro aborde la *Première Partie de son ouvrage* : « *Les Conditions générales de la Production* ».

Il traite tout d'abord du facteur humain. Il discute la théorie de Malthus et admet l'existence d'un *optimum* de population qui permet d'obtenir la production maxima par tête d'habitant. Il donne ensuite quelques notions de démographie. Les taux de natalité et de mortalité établis par rapport à la population totale donnent des indices insuffisants du « potentiel démographique ». Ce qu'il faut considérer surtout, c'est le *taux de fécondité*, en établissant le taux de natalité et de mortalité par groupes d'âges.

L'auteur étudie ensuite une notion nouvelle, le *taux de reproduction*, qui permet de se rendre compte si l'avenir démographique d'un peuple est assuré. C'est ainsi que, grâce à cette notion, la situation démographique de la France semble moins défavorable qu'on aurait pu croire. Il ne faut pas oublier en effet que les taux de natalité et de mortalité bruts constatés à un moment donné sont fonction d'une évolution démographique antérieure qui détermine la composition, par groupes d'âges, de la population.

M. Nogaro aborde ensuite la question « du milieu naturel et de la technique ». Il constate que, partout où on assiste au développement de l'activité productrice de l'homme, on voit apparaître le *capital*. Sans doute le milieu naturel est-il le facteur primitif de la production, mais le capital est nécessaire pour le mettre en œuvre.

La notion de capital implique comme réplique celle du travail, car c'est le travail qui forme le capital. Après s'être occupé de la division du travail, de sa répartition par profes-

(1) *Journal de la Société de Statistique de Paris*, n° 7-8, juillet-août 1944, p. 185.

sions, de sa répartition géographique, de sa répartition à l'intérieur de chaque industrie, de la rationalisation, de la grande et petite exploitation, de la concentration d'ordre technique, M. Nogaro aborde l'importante question du machinisme.

Il y a cinquante ans encore, la machine passait pour être l'ennemi de l'ouvrier. Elle lui volait son ouvrage, disait-on. Ce débat n'est pas fini, mais il semble qu'il se déroule d'une manière plus sereine et plus objective qu'autrefois.

Dans la terminologie récente on appelle « chômage technologique » le chômage dû au développement du machinisme. M. Nogaro, par une suite de raisonnements logiques et sûrs, conclut que « le progrès du machinisme peut se traduire à la longue, à la fois par un accroissement de la production, par un abaissement des prix de revient, par une réduction des quantités, c'est-à-dire pratiquement de la durée du travail. C'est à cette triple évolution que l'on a pu assister depuis le début du XIX^e siècle ».

Pour notre part, nous croyons que le chômage technologique n'est ni un danger réel, ni même un danger théorique.

La machine peut, dans une certaine mesure, remplacer les ouvriers et les ouvriers peuvent, dans une certaine mesure, remplacer la machine. C'est pour le producteur une question de prix. S'il existe du chômage, en régime d'économie libérale, les salaires baissent et la main-d'œuvre est alors employée plus largement au détriment des machines. Le chômage se résorbe. Le chômage technologique n'est donc pas un danger théorique.

En fait, il n'a jamais existé. Il n'y a jamais eu, dans la réalité, que deux causes importantes de chômage, les crises qui ne déterminent qu'un chômage temporaire et une hausse des salaires non conforme à la loi de l'offre et de la demande. Cette dernière cause explique le chômage qui s'était installé aux États-Unis et en Angleterre avant la guerre de 1939. Le marché du travail dans ces deux pays n'obéissait plus aux lois de l'économie libérale.

La preuve du reste que le chômage dans les pays anglo-saxons n'était pas technologique, c'est qu'il était devenu *chronique*. Or nous venons de voir que le chômage, en régime libéral, n'était jamais que temporaire.

Mais, si le développement du machinisme ne peut produire un chômage chronique, il peut amener, comme nous venons de le voir, une baisse de salaires.

Celle-ci, dans le passé, ne s'est pas produite. Malgré le développement du machinisme, le salaire réel n'a jamais cessé de s'accroître, si on fait exception des fluctuations de courte durée et qui marquent les crises. En effet à la baisse des salaires s'opposent les réactions de défense signalées par M. Nogaro auxquelles on doit, semble-t-il, ajouter l'apparition indéfinie de nouveaux besoins, qui nécessitent des productions nouvelles et un apport supplémentaire de main-d'œuvre. Combien d'ouvriers occupent les industries de l'automobile, du cinéma, de la T. S. F., dont il n'était pas question il y a un demi-siècle !

M. Nogaro traite ensuite de la question de l'évolution de la production et de sa mesure statistique. Nous sommes heureux de voir que M. Nogaro ne paraît guère croire à la surproduction générale, génératrice, prétend-on, des maux dont souffrait l'économie mondiale avant la guerre de 1939. Nous partageons pleinement ce scepticisme.

Enfin M. Nogaro termine son analyse des conditions générales de la production par l'exposé des lois du rendement décroissant et du rendement croissant.

Les conditions de la production et de la répartition sont gravement affectées par le régime de la propriété. M. Nogaro est donc conduit à consacrer un chapitre spécial aux institutions juridiques et économiques.

Vient ensuite une étude sur la vie de l'entreprise moderne vue à travers la comptabilité et sur le développement des forces productives dans un système individualiste, où la production est dirigée par les variations de la demande et des prix.

M. Nogaro explique ensuite le mécanisme de l'économie collective, qui forme un système économique très différent de celui de l'économie privée. Il montre la nécessité pour chaque entreprise de rester une unité comptable et aussi celle, pour un régime collectiviste, d'épargner une partie des biens de consommation produits. Aucune économie ne peut se développer sans l'épargne et puisque, dans un tel régime, en principe, les particuliers n'épargnent plus, il faut bien que l'État s'en charge.

M. Nogaro fait ensuite remarquer que, même dans un régime de propriété privée, le rôle de l'État est loin d'être nul et il montre quand et comment il doit intervenir.

Vient ensuite un intéressant exposé de la formation du système capitaliste et de son fonctionnement. Dans la première période, celle des origines, l'État était hostile à tout groupement, tant patronal qu'ouvrier, mais, sous la poussée des circonstances, le système capitaliste est obligé de se modifier et on assiste à un mouvement de concentration, à une tendance au monopole, pour ce qui concerne le côté patronal. Du côté ouvrier, les salariés s'unissent et se procurent ainsi une plus grande puissance pour soutenir leurs revendications. Ce n'est plus là de l'économie individualiste pure. Les groupements patronaux et ouvriers s'affrontent comme deux groupes de monopoleurs.

On arrive ainsi progressivement à l'économie dirigée, car l'altération de la loi de l'offre et de la demande amènent un droit de regard et même une intervention de l'État.

M. Nogaro passe en revue les principales tentatives récentes d'économie dirigée, le *New Deal* du Président Roosevelt, le corporatisme en Italie, la direction imprimée à l'industrie en Allemagne, le néo-corporatisme du gouvernement de Vichy.

Tandis que l'évolution, qui vient d'être décrite, se poursuivait dans les divers pays de

civilisation européenne, la Russie s'engageait dans une voie différente et passait d'une économie individualiste à une économie collectiviste.

M. Nogaro analyse les différentes phases de l'établissement du communisme en Russie. Tout d'abord vient la tentative infructueuse de Lénine de mettre sur pied une économie viable, qui nécessita, dans une large mesure, un retour à l'initiative privée. A cette phase succède, avec Staline, le retour à la réalisation d'un régime collectiviste à peu près intégral.

Mais ce régime « ne craint plus... d'adopter tout ce qui, dans une économie moderne, permet d'organiser la production et la répartition : calcul rigoureux des prix de revient, salaire proportionné au rendement, prix de vente uniforme pour toutes les catégories de consommateurs ».

Remarquons que l'auteur ne se prononce pas sur l'importante question de savoir si l'économie soviétique est arrivée à des résultats meilleurs que ceux qu'aurait procurés l'économie libérale. Nous comprenons cette réserve. Nous ne savons que fort peu de choses de la Russie. Les observateurs étrangers ne peuvent être admis à étudier l'évolution économique de ce pays. Du reste les renseignements les plus sûrs qu'on peut avoir sur l'économie d'un pays proviennent de la statistique. Or le gouvernement russe ne fournit aucune statistique pouvant être utilisée. Les rares statistiques qu'il publie ne sont pas en effet comparables entre elles, de sorte qu'il est impossible d'en tirer aucune conclusion.

Il y a, du reste, quand on veut juger le stalinisme, une confusion que l'on fait sans cesse. Certains économistes sont très impressionnés par les réalisations incontestables qui ont été faites sous le régime communiste, mais jusqu'à quel point doivent-elles être imputées au communisme? L'influence d'un dictateur sur l'évolution économique d'un pays peut être énorme. Beaucoup de réalisations, impossibles sous un régime démocratique, où les hommes au pouvoir changent perpétuellement, peuvent être obtenues par un dictateur. Mais rien n'empêcherait que ce dictateur fût, au point de vue économique, un libéral.

Le chapitre VIII traite des institutions coopératives. M. Nogaro définit les caractères communs et les traits distinctifs des diverses institutions coopératives. Il examine ensuite le fonctionnement des sociétés coopératives de production, des groupements coopératifs de producteurs et les sociétés coopératives de consommation.

M. Nogaro s'exprime en ces termes : « Malgré les efforts d'intégration remarquables... par lesquels des sociétés formées par des consommateurs remontent jusqu'aux sources mêmes de la production, rien dans cette expérience ne vient confirmer la conception audacieuse, d'après laquelle la coopérative de consommation serait l'instrument d'une révolution dans notre organisation économique, qui aboutirait à donner aux consommateurs eux-mêmes l'initiative et la direction de la production.

On peut, par contre, se convaincre que la coopérative de consommation tient une place fort appréciable dans ce stade ultime de la production qui consiste à mettre les produits à la disposition du consommateur.

Avec l'exposé des différents modes d'entreprises étatiques, nous terminons la première partie de l'ouvrage. La seconde est consacrée au mécanisme des échanges.

Tout d'abord étude de l'instrument d'échange, c'est-à-dire de la monnaie. L'auteur la définit ainsi : « La monnaie est un bien *sui generis*, qui sert d'intermédiaire dans les échanges et remplit en outre la fonction de commune mesure des valeurs, de moyen de paiement, d'accumulateur de valeurs », c'est-à-dire d'instrument d'épargne.

M. Nogaro explique ensuite clairement l'usage de l'équation $M = m v$, où M représente la circulation monétaire, m le stock monétaire et v la vitesse de circulation.

L'étude de la monnaie appelle à sa suite celle des prix. D'abord qu'est-ce que le prix? M. Nogaro, après avoir établi solidement la notion de prix, montre tout d'abord comment, sur un marché soumis à la concurrence, les prix sont déterminés, et ensuite comment ils se forment dans le cas du monopole. Le monopoleur n'est pas, comme on le croit parfois, libre de vendre le plus cher possible. Il a généralement avantage à adopter un prix de vente modéré, afin d'élargir ses débouchés. Il en résulte que le prix du monopole, même si le vendeur ne cherche que son intérêt personnel, n'est pas nécessairement supérieur à celui de la concurrence, car, grâce à la concentration des entreprises dans un organisme unique, les prix de revient ont pu être réduits dans une proportion importante. C'est la thèse qu'ont soutenue certains trusts américains.

Les prix peuvent être aussi, sans qu'il y ait monopole au bénéfice de l'État, établis par l'autorité publique. Nous ne pouvons rapporter en détail, sous peine de donner à ce compte rendu une longueur trop grande, l'analyse consciencieuse et claire que M. Nogaro a faite de ce phénomène. Nous nous bornerons à enregistrer cette constatation importante, c'est que, pour supprimer les fissures qui se forment dans tout mécanisme des prix fixés par l'autorité publique, le seul moyen pratique de résoudre la question est d'arriver à une économie collectiviste, où l'État est à la fois acheteur et vendeur. Reste à savoir si elle donnera de meilleurs résultats que l'économie libérale.

M. Nogaro étudie l'interdépendance des marchés, la solidarité des prix et le problème théorique des mouvements généraux dans les prix. Ici M. Nogaro aborde une des questions les plus importantes et les plus connues de l'économie politique. La modification générale des prix est en effet un phénomène qui frappe tout le monde, si ignorant qu'on soit des problèmes économiques. « Tout renchérit », dit M. Nogaro, « est une formule qu'on trouve à toutes les époques ».

M. Nogaro cite Charles Gide. Les prix sont, par exemple, en hausse. « Ou bien, dit Gide, il faut admettre que toutes les marchandises ont subi un mouvement de hausse générale et identique, ou bien il faut admettre que la valeur d'une seule chose, la monnaie, a subi un mouvement de baisse, rien n'ayant changé dans la valeur des autres marchandises.

Entre ces deux explications laquelle choisir? Le bon sens ne permet pas d'hésiter une seconde.

Autant la seconde est simple et claire, autant la première est invraisemblable... Bien entendu, Gide admet qu'il n'y a jamais une hausse absolument générale et uniforme des prix, mais, à l'aide de calculs bien conduits, on peut toujours dégager une hausse générale moyenne. »

M. Nogaro ne trouve pas l'argumentation de Gide absolument convaincante. Certes, dit-il, il est absolument rationnel d'admettre qu'un mouvement général des prix, ne fût-il qu'un mouvement moyen, *peut* avoir une cause monétaire. Mais, si la hausse des prix est accompagnée d'une diminution, ou la baisse d'une augmentation des quantités échangées, nous ne pouvons affirmer a priori que les prix en hausse exigeront plus de monnaie et que les prix en baisse en exigeront moins.

Nous nous permettrons d'exprimer ici une opinion personnelle. Nous nous bornerons, en nous appuyant sur les faits, à constater, comme M. Nogaro, que le raisonnement de Gide n'est vrai que dans certains cas.

Gide, en effet, considère seulement l'influence quantitative de la monnaie; il oublie que la monnaie n'est pas seulement un inerte instrument d'échange, mais qu'elle aussi, comme tout objet d'échange, est susceptible d'augmenter ou de diminuer de valeur, parce que tantôt elle sera plus désirée par rapport à l'ensemble des marchandises et tantôt moins désirée.

Ainsi considérons une période calme, de longue durée, par exemple une période de hausse. Ici les deux causes signalées agissent simultanément dans le même sens.

La production d'or s'accroît beaucoup. Les prix haussent. C'est là l'influence quantitative indiquée par Gide. Mais, en même temps la hausse des prix engendre la confiance. L'essor économique s'accroît de ce fait; on a une tendance à employer ses disponibilités sur une plus large échelle. L'élévation des taux de l'escompte en fait foi. C'est la seconde cause que je viens de signaler qui joue. La monnaie est moins désirée qu'autrefois et on préfère acquérir des marchandises. Dans une période de longue durée et de baisse des prix, où la production d'or reste stationnaire ou s'accroît peu, les phénomènes sont inverses.

Considérons maintenant une période de courte durée, qui sera par exemple une période de crise. Les prix baissent brusquement, alors que le volume des affaires traitées diminue, ce qui devrait, toutes choses égales d'ailleurs, faire hausser les prix, puisque la monnaie se trouve en face d'une quantité amoindrie de marchandises. D'où vient la baisse des prix? Uniquement de ce que la monnaie est plus désirée qu'autrefois par rapport aux marchandises. On préfère conserver ses disponibilités et s'abstenir d'acheter.

M. Nogaro étudie ensuite l'action de la monnaie sur les prix et se livre à un examen de la théorie quantitative. Puis vient la théorie de la valeur.

Quelques importantes que soient ces questions, nous nous excusons, faute de place, de ne pouvoir donner un résumé détaillé de leur exposition par l'auteur. Nous renvoyons, à ce sujet, au compte rendu que nous avons déjà fait en 1944 des *Principes de Théorie économique* du même auteur. Les mêmes problèmes ont été abordés dans ce précédent ouvrage. Ici on les trouvera traitées avec encore plus d'ampleur.

Puis vient l'explication du mécanisme bancaire, des opérations de banque, du fonctionnement des banques d'émission, des règlements bancaires, de la création de monnaie par les banques, du contrôle des banques. C'est là un exposé très clair et très utile de notions que tout le monde devrait connaître et qui permet en outre d'approfondir tout ce qui touche aux questions bancaires.

L'auteur passe ensuite en revue les différents systèmes monétaires, d'abord les systèmes de monnaie métallique, qui se subdivisent en monométallisme-or, en bimétallisme et en monométallisme argent, puis un nouveau système métallique, le « gold exchange standard », qui permet à un pays possédant un système basé sur l'or, sans que les espèces d'or y circulent, d'opérer des règlements à l'étranger, comme s'il était au régime de l'étalon d'or. A côté des systèmes de monnaie métallique, se placent les régimes dits de papier-monnaie, billets strictement garantis par une couverture d'or et d'argent, billets incomplètement garantis, billets inconvertibles. Puis M. Nogaro étudie le fonctionnement de ces systèmes monétaires et le problème des règlements extérieurs, le mécanisme du change et la compensation internationale, les changes entre les pays ayant une même monnaie métallique, les changes entre les pays qui n'ont pas de monnaie commune, les changes entre pays à monnaie réciproquement convertible et enfin le régime du contrôle des changes.

Nous nous arrêtons à la théorie du change, car dans l'œuvre si complète de M. Nogaro, nous sommes obligés de choisir. « L'interprétation des phénomènes monétaires a longtemps reposé sur une théorie très simple faite d'un petit nombre d'éléments : la notion de monnaie-marchandise, la théorie quantitative et la loi de Gresham... Ainsi, quand, sous le règne du bimétallisme, l'un des deux métaux faisait prime et que l'autre subissait une perte correspondante relativement au rapport légal, on admettait volontiers, *sans prendre la peine*

de vérifier l'hypothèse, que le métal déprécié avait été produit selon une progression plus rapide que le second.

Et, quand la cote des changes nous avertissait qu'une monnaie nationale subissait une perte relativement en rapport officiel d'échange — le pair, — on ne manquait pas alors d'invoquer la notion de monnaie-marchandise et la théorie quantitative. Cette monnaie, disait-on, subit une perte au change, parce qu'elle est dépréciée. Or pourquoi serait-elle dépréciée, sinon parce qu'elle ne remplit pas la condition essentielle d'une bonne monnaie, qui est d'être une marchandise, ou bien parce qu'elle est en surabondance?

Enfin il n'était pas jusqu'à la loi de Gresham qui ne fût, en quelque sorte, absorbée par cette théorie explicative très simple : si une monnaie qui fait prime est exportée, c'est parce qu'on la préfère pour les règlements à l'étranger, où elle est admise pour sa valeur marchande; si elle se cache, c'est parce que de prudents thésauriseurs prennent en considération sa qualité de marchandise. Mais qu'y a-t-il à l'origine de ce phénomène?

C'est qu'une autre monnaie, qui circulait parallèlement, est une monnaie de mauvais aloi, ou faite de monnaie avilie, ou, ce qui est pis encore, une monnaie dépourvue de valeur intrinsèque, une monnaie de papier, exposée, par surcroît, aux risques d'une multiplication excessive. »

M. Nogaro trouve « qu'il y a dans cette interprétation simple une large part d'erreur et de confusion ».

M. Nogaro clarifie la question en distinguant la dépréciation externe ou perte au change et la dépréciation interne attestée par la hausse des prix. D'une part « le cours du change dépend du rapport entre l'actif et le passif du bilan des échanges avec l'extérieur, autrement dit de la balance des comptes », mais, dans le cas d'une monnaie inconvertible, il peut fluctuer sans limite, du moins dans le sens de la baisse, car il donne lieu à des opérations spéculatives. Le cours du change exprime l'idée qu'on se fait de la valeur future de la monnaie.

M. Nogaro arrive donc à édifier une théorie du change claire et précise. Elle est du reste basée non seulement sur des raisonnements théoriques, mais aussi sur l'examen du comportement du change au cours des *xix^e* et *xx^e* siècles.

Nous nous bornerons à signaler les chapitres concernant « le commerce et l'organisation des échanges » et « les grands marchés de bourse ». Nous ne pouvons pas non plus céder à la tentation d'analyser en détail les chapitres des transports, dont M. Nogaro étudie les différents modes, ainsi que la concurrence qui s'exerce dans cette branche d'industrie et la coordination en matière de communication.

Pour ce qui concerne les principes généraux de la répartition et les revenus de l'entrepreneur, nous renverrons encore une fois le lecteur au compte rendu que nous avons donné dans ce Journal des *Principes de Théorie économique* du même auteur, où nous avons exposé les idées de M. Nogaro sur cette question et aborderons le chapitre du salaire.

Après une étude approfondie du marché du travail, l'auteur s'attaque au problème principal, à la théorie du salaire. Il soumet d'abord à une critique pénétrante les théories inexactes, confuses ou verbales qui ont été émises sur cette question. Telle est la théorie marxiste de la « loi d'airain », complètement démentie par les faits, la théorie du fonds de salaire de Stuart Mill, qui n'apporte qu'une précision purement verbale à la notion de l'offre et de la demande appliquée aux salaires, celle de la productivité qui, malgré son ingéniosité, ne donne pas complètement satisfaction à l'esprit. Il signale les travaux du regretté François Simiand qui est parvenu à établir, au sujet des salaires, un certain nombre de corrélations présentant un haut intérêt scientifique. Puis il aborde la théorie du salaire dans une économie individualiste.

La théorie du salaire, selon M. Nogaro, est avant tout une théorie du prix du travail. Il y a une correspondance établie entre la durée du travail (nombre d'heures de travail) et la période à laquelle se réfère le revenu.

Le prix du travail s'établit sur un marché de concurrence bilatérale, mais qui peut donner naissance à des *quasi-monopoles* et qui peut tendre vers un régime de *double-monopole*.

Cependant ce marché est en liaison avec d'autres marchés, qui réagissent respectivement sur le prix d'offre et sur le prix de demande du travail. Le prix d'offre est en effet influencé par le coût de la vie et le prix de demande est influencé par les marchés sur lesquels s'écoulent les produits. Le prix d'offre est aussi influencé par une tendance au mieux-être que suscite notamment le spectacle du progrès technique. Par contre, le prix de demande peut être influencé par la possibilité de trouver dans la machine un substitut de la main-d'œuvre et aussi, en sens contraire, par la possibilité d'obtenir par le progrès technique un rendement croissant.

Dans la partie de l'ouvrage qui traite de l'intérêt, nous dégagerons seulement la théorie de l'intérêt dans laquelle il s'agit surtout de rechercher selon quelle règle s'établit le rapport entre l'offre et la demande sur le marché de la monnaie destinée à être prêtée. Comme la théorie du salaire, celle du prêt est avant tout une théorie du prix du service fourni.

On lira avec intérêt les pages consacrées à la répartition des revenus, où les développements statistiques viennent largement appuyer les raisonnements économiques et ensuite celles où l'auteur traite de l'influence de l'État sur la répartition. Si l'on réfléchit à ce que, en temps normal, un cinquième environ du revenu national peut être absorbé par les dépenses publiques, on voit que la question est d'importance.

Nous signalerons, en particulier, l'étude très fine que M. Nogaro fait de l'incidence et de la double incidence de l'impôt.

L'auteur étudie ensuite tout ce qui concerne les échanges internationaux. Il expose d'abord clairement ce que tout le monde devrait savoir sur ces matières. N'oublions pas, en effet, que cet ouvrage est un cours. Mais très souvent M. Nogaro éclaire par des vues personnelles des questions encore obscures. Nous attirerons l'attention sur le graphique où il compare les prix-or, c'est-à-dire les prix ramenés à la commune mesure d'une monnaie restée ou revenue au pair avec l'or, avec les prix à monnaie d'or, les premiers étant, en règle générale, plus faibles que les seconds. Nous mentionnerons encore les pages excellentes où l'auteur montre comment la politique monétaire est devenue, par suite du jeu des dévaluations, un instrument important de la politique commerciale et aussi celles où il fait voir que le contrôle des changes conduit à un contrôle des échanges.

On admirera plus particulièrement dans cette partie de l'ouvrage la maîtrise avec laquelle M. Nogaro traite les questions économiques. Sa connaissance de l'histoire des théories économiques est très étendue; il a le talent de tirer de chacune d'elles la part de vérité qu'elle contient, puis de la moderniser en retranchant ce qu'elle avait de trop théorique et par suite d'irréel et en l'enrichissant de l'apport fourni par l'expérience monétaire contemporaine.

C'est ainsi qu'il procède pour la théorie des coûts comparés, d'après laquelle une nation en état d'infériorité générale à l'égard des autres nations peut cependant participer aux échanges internationaux.

La célèbre théorie des débouchés de J.-B. Say, très ample dans ses conséquences, mais très sommaire dans sa conception, est également transformée d'une manière très heureuse par M. Nogaro, quand il étudie les conditions de l'équilibre économique.

Enfin l'étude des crises couronne cet important édifice.

M. Nogaro commence par discuter les causes qui provoquent les fluctuations de longue durée.

Il fait des réserves sur la théorie d'après laquelle les prix et l'activité économique, exprimée par le taux de l'escompte, fléchissent dans les périodes où la production d'or est stationnaire, ou en faible accroissement par rapport au développement des affaires, tandis que les prix et l'activité économique s'accroissent quand la production d'or augmente beaucoup.

Il remarque que cette théorie est un défaut de 1890 à 1897, puisque les prix ont continué à fléchir pendant cette période, alors que la production d'or s'était considérablement élevée.

M. Nogaro aborde ensuite l'examen des crises cycliques, c'est-à-dire de la phase relativement brève de dépression qui traverse une période de longue durée, soit que celle-ci soit orientée vers la hausse ou vers la baisse.

Sans doute la crise est un accident, mais le phénomène considéré dans son ensemble n'est pas accidentel; l'évolution de la conjoncture apparaît comme une succession de phases alternées d'essor et de dépression qui s'engendrent mutuellement.

Quelle est la cause de ces crises? M. Nogaro ne rejette pas complètement la théorie de la surproduction, mais il lui est peu favorable.

Nous irons plus loin que lui, en cette matière, et nous considérons qu'une surproduction générale est impossible. En tout cas on ne peut attribuer à la surproduction les deux dernières grandes crises, celle de 1920 et de 1929. Les indices de production en font foi.

Sans émettre une théorie propre au sujet de la crise, l'auteur décrit très clairement ses différentes phases. On peut dire que la théorie elle-même découle de cette description. On assiste aux phénomènes suivants, qui se déroulent toujours dans le même ordre : immobilisations excessives, hausse des prix, resserrement du crédit qui provoque un krach boursier, arrêt des affaires, baisse des prix, faillites, puis argent bon marché qui donne une base solide à une reprise de l'activité économique. Le cycle alors se renouvelle.

L'ouvrage de M. Nogaro forme un ensemble très vaste et très complet dans lequel l'économie politique est minutieusement étudiée dans tous ses problèmes. C'est une œuvre solide et puissante, où l'on rencontre des analyses subtiles et des aperçus profonds. Une des caractéristiques du talent de l'auteur est qu'il s'appuie à la fois sur les faits et repousse les solutions trop simplistes et irréelles, mais aussi qu'il envisage les cas théoriques susceptibles de se produire dans l'avenir. Son ouvrage est donc une source précieuse de renseignements et d'idées, à laquelle on ne saurait trop conseiller à tous les économistes de largement puiser.

MOURRE.

* * *

L'Économie française dans le monde, par Jean FOURASTIÉ et Henri MONTET, 1945. Éditée par les Presses Universitaires de France, Collection « Que Sais-je ».

MM. Fourastié et Montet ont fait, dans ce livre, un essai d'économie géographique comparée en donnant « un aperçu de la situation économique de la France dans l'ensemble des grandes nations, basé sur quelques indices fondamentaux dont les définitions et l'ordre de grandeur éliminent toute erreur grave ».

A l'aide de quelques statistiques judicieusement choisies, souvent bien difficiles à réunir sur des points si importants pour notre proche avenir, les auteurs apportent dans ces 130 pages, d'une lecture très attrayante, une contribution certaine à la diffusion des résultats fondamentaux de l'économie contemporaine, permettant de satisfaire leur désir de faciliter l'évolution de la mentalité française dans le domaine économique.

Une première partie, rédigée par M. Fourastié, met en lumière, pour la France, les faits principaux concernant les quatre séries d'éléments considérées par les auteurs comme bases de la puissance économique : la population, les sources de matières premières, l'équipement industriel, les problèmes d'énergie mécanique et de rendement du travail humain.

L'auteur s'est attaché plus particulièrement aux questions relatives à la population active (à son importance relative, à la large place dans notre pays des activités traditionnelles, notamment l'agriculture, considérées comme « serviles »), au problème de l'énergie, faisant remarquer sur ce point que la France est la seule grande nation importante de l'énergie. Des développements intéressants concernent aussi le rendement du travail agricole et industriel, la structure artisanale de nombre de nos industries, qui se trouvent ainsi grandes consommatrices d'une énergie si rare pour nous.

Dans une deuxième partie, M. Montet expose les résultats fournis par cette structure économique dans le domaine de la production, de la consommation et de nos échanges extérieurs.

Traditionnellement on reconnaît à la production française deux caractères généraux : la qualité et le juste équilibre entre les diverses activités, mais, pour l'auteur, cet équilibre provient bien plutôt d'un besoin de sécurité freinant l'évolution économique, et la qualité concerne essentiellement notre spécialisation dans les productions de luxe, notre appareil productif artisanal ne nous permettant pas d'acquérir la régularité nécessaire dans les productions courantes. Les caractères de notre production sont bien plutôt son défaut d'extensibilité et son orientation vers les biens de consommation immédiate.

La pauvreté des statistiques dans ce domaine n'ont pas permis à M. Montet de satisfaire son désir d'apporter une documentation bien précise, et cela est encore plus vrai pour l'étude des revenus, de leur répartition et des niveaux et genres de vie.

Par contre, grâce aux chiffres concernant le commerce extérieur de nombreuses indications ont été fournies sur notre place dans les échanges internationaux et nos possibilités d'adaptation à l'économie mondiale d'après-guerre.

Après lecture de ce travail, nous devons rendre hommage à l'objectivité des auteurs qui ont donné, dans une trentaine de tableaux incorporés dans le texte, les éléments essentiels sur notre économie et en ont tiré toute la substance, sans extrapolation hasardeuse.

C. MIGNET.

* * *

Le problème social à travers l'histoire, par L. DE RIEDMATTEN. Éditions de l'Observateur, 1 vol. in-8, 306 p., Versailles, 1945.

Dans son Introduction, l'auteur définit d'abord ce qu'il entend par ce terme de « Problème social » : ce sont les rapports sociaux nés du travail. Il estime que les livres d'histoire insistent trop volontiers sur l'aspect politique et militaire des événements passés, en négligeant leur aspect social. Or si les difficultés que soulèvent les rapports entre employeurs et ouvriers sont de nos jours au premier plan de l'actualité, elles n'en sont pas pour autant une nouveauté. Toutes les époques ont connu sous des formes diverses des difficultés analogues. M. de Riedmatten veut donc combler cette lacune de l'histoire en la voyant sous l'angle social, mais il sera amené, par la nature des choses, à faire quelques incursions dans les théories économiques, en raison des répercussions qu'elles ne peuvent manquer d'avoir sur les problèmes sociaux.

Dans les deux premières parties, il brosse à grands traits l'histoire des rapports sociaux depuis l'antiquité jusqu'à la Révolution française. Les deux parties suivantes sont consacrées à l'étude des différentes doctrines économique-sociales qui ont été présentées dans le monde depuis le communisme primitif de Platon jusqu'aux doctrines totalitaires modernes. On signalera en passant que M. de Riedmatten se montre sévère à l'égard de l'Économie dirigée et pour les mêmes raisons qu'a exposées M. J. Rueff dans *L'ordre social*. Pour ces deux auteurs, le Plan tend à enlever à l'homme sa personnalité pour en faire un esclave. Les sympathies de M. de Riedmatten vont manifestement à l'école néo-libérale ou libéralisme social. On peut regretter malheureusement que l'exposé de cette théorie soit très sommaire et se réduise à des intentions, d'ailleurs excellentes, au lieu d'offrir un programme proprement dit.

La cinquième partie montre quel a été le sort des travailleurs en France entre la Révolution et la première guerre mondiale. Elle se termine par un éloge du XIX^e siècle. L'auteur met en relief le progrès matériel que ce siècle a apporté, tout en reconnaissant les erreurs du grand capitalisme. Il signale en particulier comment la société anonyme telle qu'elle a été conçue et organisée par la loi de 1867, si elle a permis un essor du commerce et de

l'industrie inconnu jusqu'alors, n'a pu empêcher d'abuser de l'épargne publique. Il rappelle en outre certaines suggestions qui ont été faites relativement à une réforme du statut des sociétés anonymes. Une sixième partie traite de la situation des travailleurs à l'étranger au cours de la même période 1815-1914.

Enfin une septième partie évoque les expériences sociales qui ont été faites en divers pays depuis la fin de la première guerre mondiale. Au cours de ces années, des améliorations sensibles ont été apportées à la condition des travailleurs, mais une seconde guerre est venue arrêter ce progrès et même provoquer un recul certain du niveau général d'existence. L'auteur ne cache pas l'admiration qu'il éprouve pour les résultats obtenus dans ce domaine par les États-Unis, sans violences et sans un appel tapageur à des théories révolutionnaires. Il ne doute pas que si l'après-guerre pouvait offrir une assez longue période de paix, des progrès considérables pourraient être faits en France même au point de vue social. La tâche de reconstruction qui nous est imposée doit permettre de décongestionner les centres industriels et d'améliorer le logement des travailleurs. Il est également possible et souhaitable d'organiser le travail pour le rendre moins monotone, de régler la rémunération aux pièces pour éviter l'épuisement du travailleur, de trouver une formule qui intéresse le salarié au succès de l'entreprise. En outre, tous ces progrès matériels doivent être accompagnés sur le plan moral du souci de redonner au travailleur manuel le sentiment de sa dignité.

Un tel livre, d'une lecture agréable et facile et qui fourmille en outre de faits peu connus, paraît susceptible de rendre de précieux services à tous ceux qui s'intéressent aux problèmes sociaux.

G. CHEVRY.

*
* *

Pierre sur Pierre, par Gaston BARDET. Éditions L. C. B. Section Bâtiment, 15 bis, rue des Mathurins, Paris.

Cet intéressant ouvrage, de près de 300 pages, grand format, résume diverses études publiées depuis dix ans par son auteur et permet ainsi de reconstituer le développement de cette science de l'urbanisme, dont les divers aspects présentent de nombreux problèmes à résoudre, qu'il s'agisse de circulation, d'assainissement et d'hygiène, tant au point de vue économique que social, esthétique et même politique. Ce remaniement des cités qui se sont agrandies au hasard devient maintenant pour beaucoup d'entre elles, une nécessité et à côté de l'architecte et du voyer, doit se placer l'urbaniste qui aura à allier les monuments du passé aux conceptions modernes.

Dans des articles techniques, mais présentés d'une façon compréhensive, l'auteur nous révèle toute la portée de cette science et met en relief les avantages que la collectivité doit trouver dans son application.

Il a en outre retracé l'histoire et les étapes, ainsi que les difficultés auxquelles elle s'est heurtée et ainsi, il se dégage de ces études une doctrine qui s'appuie sur une connaissance approfondie des milieux urbains et sociaux et de leurs répartitions statistiques.

Les théories de l'urbanisme doivent être étayées de faits et de démonstrations; or l'auteur a réuni dans cet ouvrage près de 300 figures qui aident le lecteur à tirer des conclusions pratiques; aussi il nous paraît souhaitable que tous ceux qui, de près ou de loin, sont appelés à s'occuper de questions d'aménagements urbains, de voirie et de reconstruction des cités sinistrées, connaissent cet ouvrage.

M. Bardet a essayé de dégager des règles, une doctrine, une pratique de l'urbanisme et nous nous rappelons les conférences qu'il a déjà présentées à la Société de Statistique de Paris sur ce sujet, car à la base de toutes ces théories, se trouve une analyse statistique des éléments qui doivent entrer en jeu, ainsi que la connaissance des milieux sociaux et des régions naturelles dans lesquels l'urbaniste doit opérer.

Les statisticiens trouveront dans cet ouvrage de nombreux sujets d'études et tous les lecteurs de très intéressants aperçus sur l'habitat urbain.

E. MICHEL.

VIII

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

DU 1^{er} DÉCEMBRE 1946 AU 31 JANVIER 1947
(à l'exclusion des publications hebdomadaires)

I. — Publications périodiques (périodicité inférieure à une année)

FRANCE ET COLONIES

Agriculture pratique.	Novembre 1946.	1 fasc.
Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie.	Octobre à décembre 1946.	3 fasc.
Bulletin mensuel d'informations économiques.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Bulletin mensuel de Statistiques coloniales.	Août à oct. 1946.	2 fasc.
Bulletin mensuel de Statistiques coloniales.	Indice du coût de la vie pour les Européens à Brazzaville.	1 fasc.
Bulletin mensuel de Statistiques coloniales.	Nouvel indice des cours des valeurs d'outre-mer à revenu variable, à la Bourse de Paris.	1 fasc.
Bulletin mensuel de Statistique départementale.	Sept. et oct. 1946.	2 fasc.
Bulletin mensuel de Statistique industrielle.	Décembre 1946.	1 fasc.
Bulletin trimestriel d'informations (France-U. R. S. S.).	Avril-juin 1946.	1 fasc.
Cahiers de l'Économie soviétique.	Août-octobre 1946.	1 fasc.
Cahiers du Musée social.	1946, n° 6.	1 fasc.
Chef de comptabilité.	Nov. 1946 à janv. 1947.	2 fasc.
Conjoncture économique et financière.	Oct.-déc. 1946.	1 fasc.
Études et Conjoncture (Union française).	Oct. et nov. 1946.	2 fasc.
Études et Conjoncture (Économie mondiale).	Juin à nov. 1946.	5 fasc.
Intermédiaire des recherches mathématiques.	Octobre 1946.	1 fasc.
Population.	Oct.-déc. 1946.	1 fasc.
Revue française du Travail.	Déc. 1946 et janv. 1947.	2 fasc.
Sondages de l'Institut français d'opinion publique.	1 ^{er} déc. 1946 au 16 janv. 1947.	3 fasc.
Sondages du Service de Sondages et Statistiques.	Nov. 1946 et janv. 1947.	2 fasc.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)

Boletin del Instituto de Enseñanza practica.	Oct.-déc. 1945.	1 fasc.
El Comercio exterior.	Juillet 1946.	1 fasc.
Revista de Ciencias economicas.	Août 1946.	1 fasc.
Revista de la Direccion general de Estadistica (Cordoba).	Août et sept. 1946.	2 fasc.

AUSTRALIE

Quarterly Summary of Australian Statistics.	Juin 1946.	1 fasc.
---	------------	---------

BELGIQUE

Bulletin d'information et de documentation (Banque nationale).	Juillet-août 1946.	1 fasc.
Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Bulletin de la Société belge d'Études et d'expansion.	Oct.-nov. 1946.	1 fasc.
Bulletin de Statistique.	Sept. à nov. 1946.	2 fasc.
Revue des Sciences économiques.	Décembre 1946.	1 fasc.

CHILI

Estadistica chilena.	Août 1946.	1 fasc.
----------------------	------------	---------

COLOMBIE

Anales de Economia y Estadistica.	Mai à août 1946.	2 fasc.
-----------------------------------	------------------	---------

ÉTATS-UNIS

American economic Review.	Septembre 1946.	1 fasc.
American Journal of Hygiene.	Sept. et nov. 1946.	2 fasc.
Bulletin of the National City Bank of New York.	Décembre 1946.	1 fasc.
Econometrica.	Juill. et oct. 1946.	2 fasc.
Exports of domestic and foreign Merchandise under the Lend-Lease program.	Janv. à avril 1946.	4 fasc.
Federal Reserve Bulletin.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Geographical Review.	Janvier 1947.	1 fasc.
Journal of the American Statistical Association.	Septembre 1946.	1 fasc.
List of Census Bureau Publications.	Déc. 1945 à oct. 1946.	11 fasc.
Our National Debt.	1946, n° 1.	1 fasc.
Political Science Quarterly.	Décembre 1946.	1 fasc.
Quarterly Journal of Economics.	Août 1946.	1 fasc.
Review of Economic Statistics.	Novembre 1946.	1 fasc.
Statistical Bulletin of the Metropolitan life Ins. Co	Novembre 1946.	1 fasc.
Survey of Current Business.	Octobre 1946.	1 fasc.
Yale Review.	1946, n° 3 et 4.	2 fasc.

FINLANDE

Bulletin of Bank of Finland.	Oct.-déc. 1946.	1 fasc.
Unitas.	Novembre 1946.	1 fasc.

GRANDE-BRETAGNE

The Ministry of Labour Gazette.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Monthly Digest of Statistics.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.

INTERNATIONAL

Bulletin mensuel de Statistique (O. N. U.)	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Revue internationale du Travail (B. I. T.).	Mars-avril 1946.	1 fasc.

ITALIE

Bolletino mensile di Statistica.	Oct. et nov. 1946.	2 fasc.
Bolletino delle pubblicazione italiane.	Avril 1940 à févr. 1946.	67 fasc.
	plus 12 annexes.	1 fasc.
Giornale degli economisti e Annali di economia.	Sept.-oct. 1946.	1 fasc.
Rassegna critica di economia e statistica.	Sept. à déc. 1946.	2 fasc.

MOZAMBIQUE

Boletim trimestral de Estatistica.	Janv.-mars 1946.	1 fasc.
------------------------------------	------------------	---------

NORVÈGE

Bulletin mensuel du Bureau central de Statistique.	Juillet-sept. 1946.	1 fasc.
Bulletin mensuel du Commerce extérieur.	Sept. et oct. 1946.	2 fasc.

PALESTINE

General monthly Bulletin of current Statistics.	Avril 1946,	
	sept. à déc. 1946.	5 fasc.

PAYS-BAS

Bulletin mensuel du Bureau central de Statistique.	Août-sept. 1946.	1 fasc.
Bulletin mensuel du Bureau de Statistique de la ville d'Amsterdam.	Avril-juin 1946.	1 fasc.

POLOGNE

Nouvelles statistiques (Office central de Statistique).	Nov. 1945 à nov. 1946.	17 fasc.
---	------------------------	----------

PORTUGAL

Bulletin mensuel de l'Institut national de Statistique.	Août et sept. 1946.	2 fasc.
Revista do Centro de estudos economicos.	Nº 1, 2 et 3.	3 vol.

SUÈDE

Aperçu mensuel des chemins de fer suédois.	Août 1946.	1 fasc.
Bilan de la Banque royale de Suède.	Novembre 1946.	1 fasc.
État mensuel de la dette nationale.	Oct. et nov. 1946.	2 fasc.
Rapport mensuel des banques.	Octobre 1946.	1 fasc.
Revue économique (<i>Ekonomisk Tidskrift</i>).	Décembre 1946.	1 fasc.
Statistique mensuelle du commerce.	Sept. et oct. 1946.	2 fasc.

SUISSE

Aussenwissenschaft.	Décembre 1946.	1 fasc.
Bulletin de la Banque nationale suisse.	Décembre 1946.	1 fasc.
Bulletin de la Société de banque suisse.	Novembre 1946.	1 fasc.
Revue suisse d'économie politique et de statistique.	Oct. et déc. 1946.	2 fasc.
Vie économique.	Nov. et déc. 1946.	2 fasc.
Zürcher statistische Nachrichten.	Janv. 1945 à juin 1946.	6 fasc.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Aperçu mensuel du Commerce extérieur.	Août et sept. 1946.	2 fasc.
Rapports sur les prix.	Nov. et déc. 1946.	4 fasc.
Renseignements statistiques de la République tchécoslovaque.	Déc. 1946 et janv. 1947.	2 fasc.
Revue statistique tchécoslovaque.	Décembre 1946.	1 fasc.

U. R. S. S.

L'Économie et la Politique mondiales.	Septembre 1946.	1 fasc.
L'Économie planifiée.	Nºs 1, 1944 à 3, 1946.	11 vol.

II. — Publications annuelles et autres publications officielles

FRANCE ET COLONIES

Minorités ethniques en Europe centrale et balkanique (I. N. S. E. E.).		1 vol.
Travaux du Haut Comité consultatif de la Population et de la Famille (I. N. E. D., cahier n° 1).		1 fasc.
Relevé statistique des différentes catégories de consommateurs.	Juillet 1945.	1 vol.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)

Anuario estadístico (Provincia de Buenos-Aires).	1943.	1 vol.
--	-------	--------

BRÉSIL

Annuaire statistique.	1941-1945.	1 vol.
-----------------------	------------	--------

COLOMBIE

Añuario de Comercio exterior.	1945.	1 vol.
Las Condiciones economico-sociales y el costo de la vida en Bogota y Bucaramanga.	1946.	2 vol.
Informe financiero del Controlor general (Anexo).	1945.	1 vol.

DANEMARK

Annuaire statistique.	1946.	1 vol.
Revenus et fortunes servant de base à la taxation d'État.	1945-1946.	1 vol.
Statistique de la production industrielle.	1945.	1 vol.

ÉTATS-UNIS

American economic Review-Handbook.	1946.	1 vol.
Exports of domestic and foreign Merchandise under the Lend-Lease program.	1945.	1 fasc.
Life Tables and actuarial Tables.	1939-1941.	1 vol.

FINLANDE

Activité de l'administration forestière.	1939-1943.	1 vol.
Activité des associations mutuelles pour les Assurances contre les dommages.	1944.	1 vol.
Commerce extérieur.	1945.	1 vol.

INTERNATIONAL (S. D. N.)

Problèmes et Politiques des matières premières.		1 vol.
---	--	--------

NORVÈGE

Assurance-maladie nationale.	1943.	1 vol.
Statistique des hospices d'aliénés.	1942.	1 vol.
Statistique des télégraphes et des téléphones.	1944-1945.	1 vol.

POLOGNE

Écoles primaires.	1945-1946.	1 fasc.
Résultats provisoires du recensement général de la population.	14 février 1946.	1 fasc.

PORTUGAL

Estatistica da Organizaçao corporativa.	1945.	1 vol.
Situação bancaria.	1945.	1 vol.

SUÈDE

Caisses-maladies reconnues.	1944.	1 vol.
Chemins de fer de l'État.	1945.	1 vol.
Hygiène et Service sanitaire.	1944.	1 vol.
Statistique générale des chemins de fer.	1945.	1 vol.

SUISSE

Installations de gymnastique et de sport. Gymnastique scolaire.	1944.	1 vol.
Recensement de la population : cantons de Fribourg et du Tessin.	1 ^{er} décembre 1941.	2 vol.
Recensement du bétail (résultats provisoires).	23 avril 1946.	1 fasc.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Élections législatives.	1946.	1 fasc.
Statistiques scolaires.	1945-1946.	1 fasc.
Projets de lois, amendements, déposés au Parlement.	1946.	3 vol.
Débats parlementaires.	1945-1946.	2 vol.

U. R. S. S.

Aperçu sur l'histoire de la statistique aux XVII ^e et XVIII ^e siècles.		1 vol.
Budget du Conseil fédéral des Républiques soviétiques.	1944.	1 vol.
Budget du Conseil fédéral en 1946 et exécution du budget 1945.		1 vol.
Budget gouvernemental de l'U. R. S. S.	1944 et 1945.	2 vol.
Au sujet du budget de l'U. R. S. S. en 1945 et de l'exécution des budgets depuis 1943.		1 vol.
Le Commerce actuel de l'U. R. S. S.	1941.	1 vol.
La croissance de la population en Europe.		1 vol.
Documentation et vocabulaire en statistique socio-économique.		1 vol.
Économie locale de la Baschkirie depuis vingt-cinq ans.		1 vol.
Le Plan quinquennal 1946-1950.		1 vol.
Statistiques de l'économie locale.		1 vol.

Le Gérant : R. WALTHER.